

Aujourd'hui

Le conflit persiste dans les théâtres.

POURPARLERS ROMPUS ENTRE LES CHEMINOTS ANGLAIS ET LE GOUVERNEMENT

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.241. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
L'œuvre Lafitte, imprimeur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

DIMANCHE

5

OCTOBRE

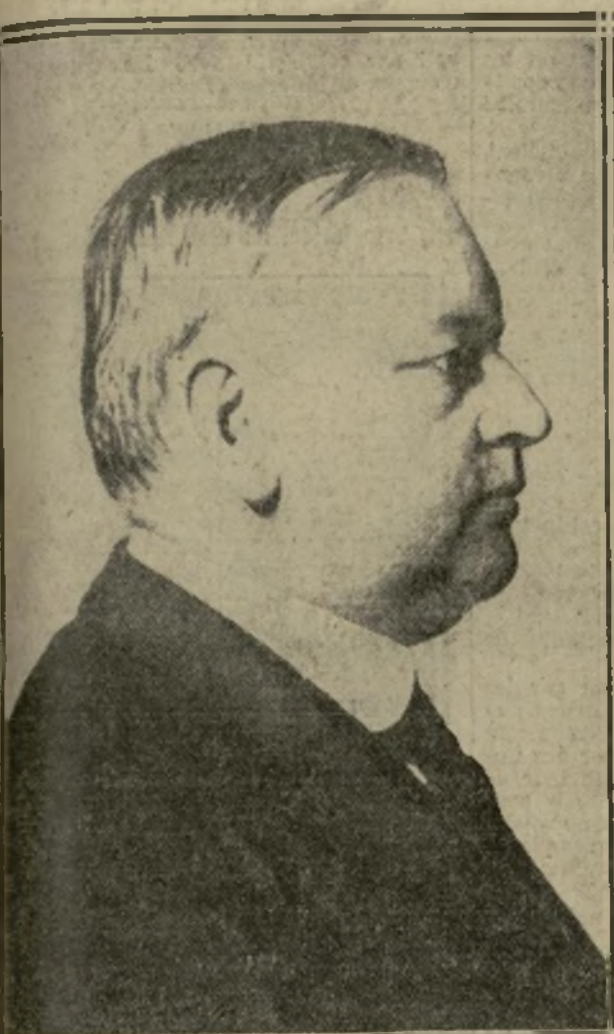
1919

Regarde la personne d'autrui comme ton égale en dignité, et abstiens-toi de la faire servir comme moyen pour atteindre tes fins égoïstes.

KANT.

## LA GRÈVE DE L'ACIER AUX ÉTATS-UNIS

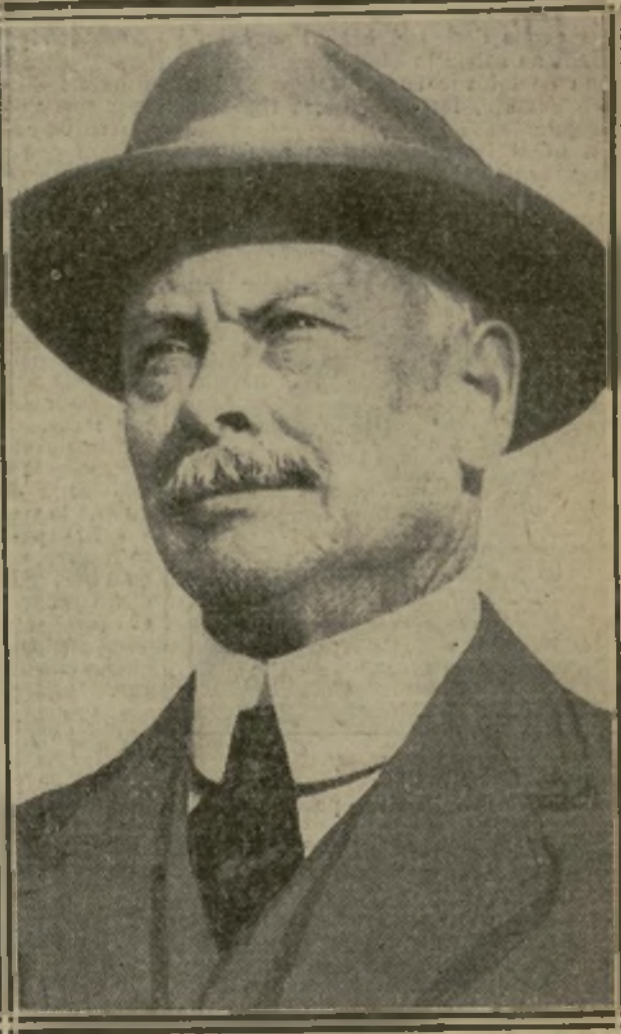
LES PREMIÈRES PHOTOGRAPHIES ARRIVÉES HIER SOIR A PARIS



FITZPATRICK, LEADER DES GRÉVISTES



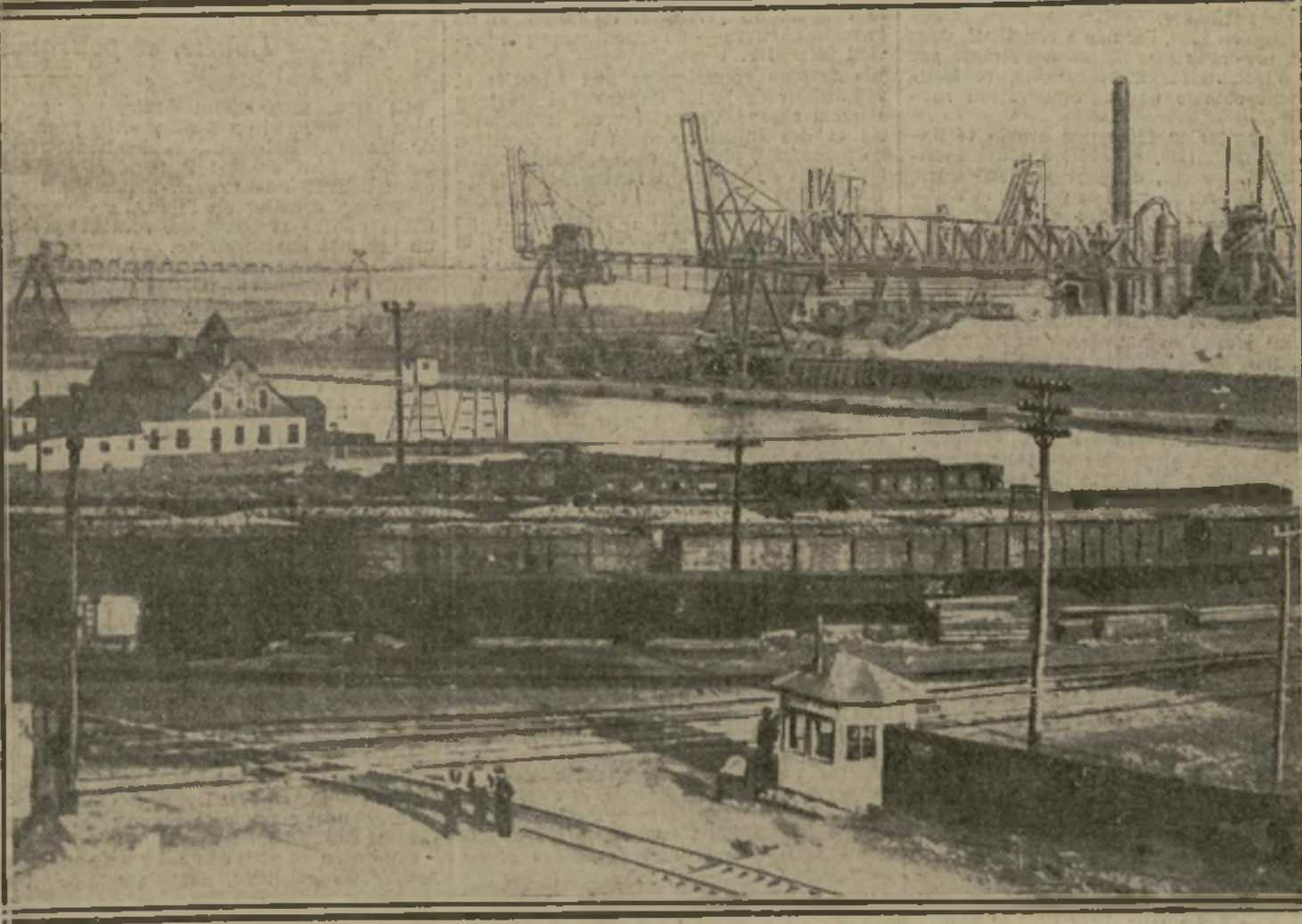
UN MEETING DE 2.000 GRÉVISTES DE L'INDUSTRIE DES MÉTAUX, A NEW-YORK



M. GARY, DE LA STEEL CORPORATION



BETHLEEM, LE PLUS GRAND CENTRE DE PRODUCTION D'ACIER AUX ÉTATS-UNIS



LA GRÈVE A AUSSI ARRÊTÉ TOUT TRAVAIL DANS LES USINES DE CHICAGO



LA POLICE MONTÉE A DISPERSÉ LES GRÉVISTES A CLAIRTON  
C'est une grève sans précédent et d'une gravité exceptionnelle qui met aux prises le capital et le travail. Elle menace de compromettre non seulement l'industrie américaine, mais l'industrie européenne et la reconstitution des régions dévastées par la guerre. Les grands centres usiniers de la Bethlehem Steel



FITZPATRICK HARANGUE LES GRÉVISTES



L'APPEL A LA GRÈVE PAR CIRCULAIRES, A CHICAGO

Company et de Chicago semblent morts. Les grévistes affirment que 284.000 ouvriers chôment. Leur porte-parole est John Fitzpatrick. M. Gary est le fondé de pouvoirs de la Compagnie de Bethlehem. Des troubles ont éclaté à Chicago, à Clairton, à Homestead-Buffalo, où la police a chargé à coups de bâton.

Ayuntamiento de Madrid



## L'ARMÉE DE DEMAIN

INTERVIEW DE M. HENRY PATÉ  
SUR LA PROPOSITION DE LOI  
FIXANT LE SERVICE A UN AN

Le député de Paris nous expose les grandes lignes du programme de réformes militaires qu'il vient de soumettre à la Chambre.

L'organisation des cadres et l'éducation physique obligatoire sont à la base du projet, qui prévoit, également, les mesures visant la mobilisation industrielle.

Nous avons demandé à M. Henry Paté, qui vient de saisir la Chambre d'une proposition de loi sur l'organisation de l'armée de demain, les principales lignes de son projet.

— Il m'est impossible, nous a répondu le vice-président de la commission de l'armée, de vous donner communication de mon rapport, qui constituera la documentation la plus complète sur tous les pro-

blèmes d'ordre militaire posés par la guerre.



M. HENRY PATÉ

blèmes d'ordre militaire posés par la guerre.

« Je me suis efforcé de tenir compte de toutes les leçons expérimentales qui ressortent des événements des dix dernières années. Sans préjugé, ni parti pris d'aucune sorte, j'ai recherché, dans toutes les armées anciennes et modernes, aussi bien que dans les études des techniciens militaires, tous les perfectionnements susceptibles d'être apportés à l'armée française, pour en faire une organisation à la fois souple et forte, qui garantisse l'indépendance et la sécurité du pays, sans gêner le développement de la race et de la richesse nationale.

« Jusqu'en 1914, l'armée a constitué, dans l'Etat, un organisme autonome, dirigée par une bureaucratie irresponsable, et fonctionnant comme une administration routinière.

## Un an de service actif

« L'éducation physique, obligatoire pour tous les jeunes hommes en état de porter les armes, est à la base du système préconisé par moi. Au lieu de retenir, pendant de longues années stériles, à la caserne, des ouvriers, des paysans et des intellectuels, mal entraînés aux exercices corporels, et employés à des besognes sans utilité militaire, la patrie n'aura plus besoin de réclamer, à une jeunesse assoupie et fortifiée par la pratique des sports, qu'une année de service actif, sur laquelle pourront être prélevés deux mois de congé.

« A mon avis, l'armée permanente de demain se composera de militaires de carrière, engagés volontaires et rengagés, qui recevront, au delà de la première année de service, une solde spéciale progressive, dont le taux sera augmenté, pour tenir compte de la suppression des primes d'engagement et de rengagement actuelles.

« Ces éléments constitueront les troupes de couverture sur le pied de guerre, les corps d'occupation et les cadres chargés de l'instruction des jeunes recrues et de la préparation de la mobilisation.

« Cette organisation sera complétée par des écoles de recrues, où nous aurons tous les Français, entraînés, préalable, par l'éducation physique, dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire du pays.

## Les cadres

« Les jeunes hommes qui auront de bons certificats d'éducation physique et de préparation militaire pourront être nommés caporaux après trois mois de présence sous les drapeaux, et sous-officiers après six mois. Une sélection, par voie d'examen, permettra à l'élite de ces sous-officiers de suivre des cours spéciaux de tactique et de stratégie, dans les Ecoles universitaires, avec le grade d'aspirant.

« A la fin de leur année de service, les aspirants qui auront satisfait aux conditions de l'examen seront nommés officiers de réserve.

« Pratiquement, il y aura deux armées, qui n'en feront qu'une, comme pendant la guerre : l'armée de campagne proprement dite, qui incorporera tous les citoyens de moins de quarante ans, et l'armée territoriale, qui comprendra tous les citoyens âgés de quarante et un à quarante-huit ans.

## Les officiers de carrière

« Pour les cadres d'officiers de carrière, indispensables en raison du caractère scientifique de la guerre moderne, les droits existants seront conservés. Mais, elles seront l'objet de réformes et de perfectionnements, qui leur rendront plus largement accessibles à tous les citoyens d'élite, sans distinction de classe sociale ou de fortune. Il ne faut plus que les officiers soient tenus à l'écart de la vie de la nation. Nos grandes Ecoles militaires, sans rien sacrifier de leurs traditions respectables, devront modifier leur enseignement théorique et technique, en tenant le plus grand compte des leçons expérimentales de la guerre.

« L'attachement à l'importance toute particulière à la constitution des cadres de sous-officiers, qui se sont révélés au cours des hostilités d'une importance capitale, et qui ont rendu les plus grands services. Les sous-officiers sont véritablement la cheville ouvrière de l'armée, les garants

## Les périodes d'instruction

« Autre réforme qui s'impose. Les périodes d'instruction — trois périodes pour l'armée de campagne, une période pour la territoriale — n'auront plus lieu par classes, mais par régions de territoire.

« Ces périodes ne sont pas seulement destinées à l'entraînement militaire. Leur but essentiel est de maintenir, entre les chefs et les soldats, la cohésion, la bonne harmonie et la mutuelle confiance, indispensables à des hommes qui peuvent être appelés à combattre ensemble les ennemis de la nation.

« Les périodes de réserve, au lieu de se passer en exercices et en convalescence, constitueront une véritable école de mobilisation de tous les militaires, troupes et cadres, états-majors et services annexes de la région de territoire, mobilisation immédiatement suivie de service en campagne.

« Les manœuvres perdront ainsi leur caractère d'invasibilité théorique, et affecteront le caractère de véritables opérations de guerre, pour le plus grand enseignement pratique des troupes, des cadres, des états-majors et des services annexes.

## La mobilisation industrielle

« Autre question d'importance vitale, pour l'armée de demain : la mobilisation industrielle. Il ne faut pas laisser se répéter l'erreur, qui, en 1914-1915, faillit nous coûter la victoire, par suite de l'insuffisance de la production de matériel et de munitions.

« Des mesures sont envisagées pour que les usines susceptibles de se transformer en usines de guerre soient à même — sous le rapport du personnel technique et de la main d'œuvre — de fournir une production intensive.

« Comme commissaire aux effectifs et rapporteur de la loi Dabiez, j'ai été trop souvent amené à constater des irrégularités et des injustices dans la répartition de personnel, plus ou moins qualifié, dans les troupes de guerre. A l'avenir, leur fonctionnement devra être assuré dans des conditions d'équité irréprochables. Il ne doit plus y avoir d'embuscades, dans la prochaine guerre, ailleurs que face à l'ennemi.

« Mon rapport prévoit, également, les dispositions détaillées relatives aux arsenaux, magasins d'armes, etc., ainsi qu'à la répartition des troupes sur la territoire.

« Et M. Henry Paté prend congé de nous, après cette déclaration.

« Mes études ont eu pour but de parer à toute éventualité d'agression nouvelle, en laissant à la France le plus grand nombre possible de ses enfants, pour la reprise de la vie économique du pays.

Marcel PATÉ.

## La ville de Saint-Omer citée à l'ordre de l'armée

Le président du Conseil, ministre de la Guerre, cite à l'ordre de l'armée :

La ville de Saint-Omer : centre important de communications, a été exposée à d'incessants bombardements par avions, qui ont fait dans sa population de nombreuses victimes. A conservé, malgré le danger, une attitude stoïque, et s'est attachée pendant toute la guerre à maintenir sa vie économique, rendant ainsi d'éminents services aux armées alliées et au pays.

## LA GRÈVE EN ANGLETERRE

LES NÉGOCIATIONS ENTRE CHEMINOTS  
ET GOUVERNEMENT BRITANNIQUES  
SONT DÉFINITIVEMENT ROMPUES

La question, du côté ouvrier, sera soumise, le 7 octobre, à une conférence générale des Trade-Unions, qui aura toute autorité nécessaire pour décider de l'appui à donner aux cheminots.

La grève des cheminots est entrée dans une nouvelle phase. Les négociations entamées depuis mercredi avec M. Lloyd George, à Downing street, avec l'intervention médiatrice de la Fédération des transports, sont définitivement rompues. La dernière conférence, qui eut lieu vendredi et dura presque toute la journée, n'a pas réussi à réaliser une entente.

M. Lloyd George a fait publier un communiqué officiel relatant les différentes phases des pourparlers. Il ressort de ce document que le gouvernement lui-même en premier lieu les offres suivantes :

1° La reprise des négociations après la reprise du travail ;

2° Le gouvernement garantissait qu'il n'y aurait aucune réduction de salaires avant le 31 mars 1920, et qu'il était prêt à discuter la prolongation de cette date après le 31 décembre 1919 ;

3° Le gouvernement était prêt à prendre en considération toute juste réclamation née du projet gouvernemental, l'uniformité des salaires par catégorie, et, en cas de désaccord sur les réclamations, à les soumettre à l'arbitrage.

Ces conditions furent repoussées par les cheminots. Cependant, les pourparlers furent repris, et M. Lloyd George fit les nouvelles propositions suivantes :

Une trêve de sept jours, à dater du jour de la reprise complète du travail, pendant laquelle le gouvernement est prêt à discuter toute anomalie survenue à son projet d'uniformité des salaires ; arbitrages pour tous les points sur lesquels l'accord n'est

pas intervenu. Si, après cinq jours, les délégués ouvrier arrivaient à conclure que les négociations sont inutiles, ils devraient s'engager à donner un préavis de quarante-huit heures pour toute cessation de travail, et laisser toutes les installations en parfait état, les deux parties renonçant aux représailles contre les grévistes ou non-grévistes.

Ce projet d'accord n'eut pas plus de succès que le précédent.

Cette rupture est-elle définitive, et ne conserve-t-on pas, à Londres, l'espoir d'une reprise prochaine des pourparlers ?

D'après les derniers télégrammes reçus de Londres, il n'apparaît point que les parties adverses se rencontrent avant la semaine prochaine.

Aussitôt après la dernière entrevue de Downing street, une conférence des Trade-Unions s'est réunie à Londres, hier soir. Elle a résolu de convoquer, le 7 courant, une conférence « telle qu'elle aura la sanction des autorités et l'autorité responsable des Trade-Unions du pays pour s'engager, sous une forme quelconque, à un appui moral et sympathique aux cheminots dans la lutte qu'ils soutiennent pour le trade-unionisme ».

De leur côté, les membres du comité de médiation des Trade-Unions n'ont pas abandonné l'espoir de trouver une base acceptable pour une trêve avant la conférence des Trade-Unions du 7 octobre.

Enfin, le gouvernement a publié une proclamation invitant les autorités des comités et les municipalités à organiser une garde civique, destinée à aider la police à faire respecter la liberté du travail.

Les choses en sont là.

## LE COLLIER DE L'IMPÉRATRICE

Comment la famille impériale d'Autriche voulut vendre 5 millions le collier donné par Napoléon à Marie-Louise, et pourquoi elle n'y réussit pas.

Ce sera, sans aucun doute, un procès bien parisien... si procès il y a. Une femme du monde appartenant à la plus haute aristocratie, dont on fait le nom, et qui est actuellement à l'étranger, a porté plainte contre un courtier en bijoux, à l'occasion d'une affaire mystérieuse, romanesque et un tantinet anachronique.

La genèse de cette étrange histoire remonte à l'année 1913. A cette époque, quelques membres de la famille impériale d'Autriche avaient résolu de faire remonter sur le trône de Portugal l'ex-roi Manuel, en soutenant la contre-révolution. Ce qui manquait le plus, c'était le nerf de la guerre : point d'argent, point de restauration.

Pour se procurer des fonds, les participants autrichiens de l'ex-roi Manuel entreprirent de vendre en France des bijoux appartenant à la cour impériale. La grande dame en question fut chargée de négocier les diamants de la couronne, et elle s'adressa, dans ce dessein, à un courtier, qui commença à opérer à Paris même.

Mais de telles négociations sont assez longues et assez délicates : elles n'avaient pas encore complètement abouti, en 1914, lorsque la guerre éclata et les interrompit. Le courtier fut mobilisé, se battit bravement, fut blessé, cité à l'ordre du jour, et vint enfin d'être rendu à la vie civile.

Il retrouva sa clientèle, qui l'accusa d'avoir détourné une partie des fonds qu'il avait réalisés ; il répondit que, bien au contraire, les démarches partiellement infructueuses qu'il a dû faire lui avaient coûté plus de 30.000 francs.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il y a de curieux dans cette aventure, c'est la qualité des

bijoux dont la maison d'Autriche a tenté de se débarrasser.

Les comprennent, en effet, outre une rivière de diamants, des saphirs, des broches d'émeraudes et des saphirs, etc., qui ont, d'ailleurs, été vendus aisément, un collier de diamants, qui a appartenu à Marie-Louise, impératrice des Français, et qui lui avait été donné par Napoléon. Ce furent les négociations relatives à ce collier qui donnèrent lieu aux plus grandes difficultés. Sa valeur marchande, en effet, ne dépassait pas dix-huit cent mille francs, et ses possesseurs, tablant sur sa valeur historique, en voulaient obtenir cinq millions.

Or, on ne découvre pas aisément de grandes coquilles pour payer trois millions deux cent mille francs la seule satisfaction de porter le collier d'une impératrice, et le bijou en question resta sans acquéreur. Peut-être cependant s'en serait-il trouvé, si la guerre n'était survenue.

Néanmoins, la vente des autres bijoux avait été assez fructueuse pour permettre déjà d'acheter et d'équiper deux bataillons de guerre, et de se procurer des armes. A quoi ont servi ces balcons et ces anneaux, qui étaient destinés dans le principe à restaurer la monarchie portugaise ? On ne sait, mais il est possible qu'ils aient été utilisés contre nous ou contre nos alliés.

Au point de vue juridique, M. Cluzel, juge d'instruction, a été saisi de l'affaire. Il a entendu les explications du courtier contre qui la plainte a été portée. Bien que la description la plus grande soit gardée au Palais sur cette affaire, nous croyons savoir que ce courtier sera mis hors de cause. — LÉON GAOC.

## LES BELLES SOIRÉES DE PARIS

LE CONFLIT DES SPECTACLES  
S'EST RALLUMÉ AU MOMENT  
OU IL ALLAIT PRENDRE FIN

Trois directeurs de music-hall ayant refusé de signer l'accord, la Fédération du spectacle décide de continuer la grève.

L'Opéra-Comique, l'Odéon, le Théâtre Sarah-Bernhardt, l'Ambigu ont dû faire relâche. — Une lettre de M. Henry Bernstein au président de la Société des Auteurs.

C'est une comédie aux cent actes divers... Au dernier acte, à l'heure où les auteurs avaient mis le public dans la confidence du dénouement, l'action rebondit ! Et la grève continue !

Les délégués du comité intersyndical, MM. Bary, Campana et Watson, se présentaient, hier matin, au cabinet de M. Lafferre, avec le mandat d'exiger certaines modifications de détail à l'accord dont nous avons publié, hier, les termes. Ils demandaient :

1° L'adjonction du mot « artistes » à celui d'« employés » dans le contrat signé hier ;

2° La réintégration des artistes et employés dans les rôles et emplois qu'ils tenaient dans les music-halls avant la grève ;

3° L'abandon des poursuites contre quatre machinistes déferés au conseil de guerre pour entraves à la liberté du travail, au cours d'un incident qui s'est produit lundi dernier dans un concert.

M. Boucher, chef adjoint du cabinet de M. Lafferre, reçut les délégués.

Dans son cabinet se trouvaient déjà MM. Franck et Abel Deval, représentant les directeurs de théâtre : Dufrenoy, Derval et Fournier, représentant les directeurs de music-hall.

Avant d'engager la discussion sur les modifications de détail, les directeurs annoncèrent que MM. Volterra, directeur du Casino de Paris ; Derval, directeur des Folies-Bergère, et Paul Franck, directeur de l'Olympia, refusaient de reprendre le personnel en grève, ayant signé de nouveaux contrats avec un personnel de remplacement.

M. Watson s'écria :

— Nous n'abandonnerons pas nos camarades du Casino de Paris, des Folies-Bergère et de l'Olympia. Nous nous solidarisons avec eux ! La grève continue.

MM. Bary et Campana approuvèrent M. Watson. Les délégués se retirèrent. Ils vont soumettre au comité intersyndical le nouveau litige survenu.

M. Legris nous dit :

— Ou tous nos camarades seront repris, ou la grève continuera.

## AU MEETING DES GRÉVISTES

Les grévistes, venus en foule au meeting organisé, hier, à 2 heures, par la Fédération, à la Maison des Syndicats, s'attendaient à apprendre la ratification par le comité intersyndical de la transaction proposée vendredi.

Les assistants, après avoir élu au bureau de la réunion M. Lamare, des électriciens ; M. André, chorégraphe de l'Opéra-Comique, et M. Lavièvre, des musiciens, durent attendre patiemment les délégués, qui tardaient à revenir du ministère de l'Instruction publique.

Dès son arrivée, M. Legris exposa que MM. Derval, Volterra et Paul Franck refusaient de signer le projet de transaction parce qu'il leur est impossible de renvoyer leur personnel de remplacement.

L'offre d'un préavis de quinze jours aux syndicats qui prendraient leur place paraît inadmissible au comité intersyndical, qui exprime son regret de voir inutiles ses efforts de conciliation. Les grévistes doivent prendre leurs responsabilités et décider s'ils continuent leur mouvement. Quelques mots de M. Nicot, au nom des musiciens, et de M. Marcel Laurent, au nom de la G. G. T., appuient la manière de voir du secrétaire général de la Fédération du spectacle.

Un ordre du jour est adopté en fin de séance. Il décide de mettre le public au courant de la situation par voie d'affiches, et de continuer la lutte.

Puis, M. Williams, secrétaire de la Fédération internationale des musiciens, apporte aux grévistes le salut fraternel de leurs camarades britanniques. Il va exhorter les artistes et le personnel anglais qui

jouent actuellement à Paris à cesser le travail par solidarité avec les travailleurs français du Spectacle.

## RELACHE

Quand MM. Derval et Franck approuvèrent la nouvelle à leurs collègues de l'Ambigu, de l'Association, les directeurs, qui avaient



M. VOLTERRA

annoncé leur réouverture hier soir, s'écrient :

— Mais ce n'est pas possible !... MM. Volterra et Derval ne peuvent pas persister dans cette attitude, qui nous obligerait à faire relâche encore.

On appelle M. Volterra au téléphone. Mais M. Volterra est parti pour Bruxelles. — Alors, parce que M. Volterra est à Bruxelles, nous ne jouerons pas ce soir ! L'Opéra-Comique, l'Odéon, l'Ambigu, le Théâtre Miché, etc., vont de nouveau fermer !

M. Alphonse Franck appelle M. Campana au téléphone :

— Campana ! C'est une plaisanterie ! Je joue ce soir !

— Impossible !

— Mais nous nous désolidarisons de Volterra et de Derval !

— Nos camarades grévistes n'en seraient pas moins satisfaits !

M. Alphonse Franck, découragé, s'écrie : — Alors ! le problème est insoluble.

Une heure après, les opérations de remboursement commencent à l'Opéra-Comique, à l'Odéon, au Théâtre Sarah-Bernhardt, à l'Ambigu, au Théâtre Miché.

— C'est la cinquième fois que l'on rembourse le public !, remarque avec ironie M. Nicot, directeur du Théâtre Miché.

La répétition de la pièce de M. Sacha Guitry, *Mon père avait raison*, à la Porte-Saint-Martin, est arrêtée.

## UNE PROTESTATION DE M. HENRY BERNSTEIN

D'autre part, M. Henry Bernstein, vice-président de la Société des Auteurs, a adressé une lettre où, après avoir rappelé qu'il a suivi toutes les négociations relatives au conflit, il dit sa satisfaction de l'accord intervenu : la veille, accord qui donnait aux travailleurs du Spectacle les avantages matériels — bien modestes en général — qu'ils réclamaient. Il ajoute :

Aujourd'hui, j'apprends une nouvelle et me cause de l'étonnement et le plus vif regret. Mes sentiments seront partagés, je le sais, par les auteurs dramatiques qui se trouvent, avec moi, dans le cabinet du ministre de l'Instruction publique.

Certains grands music-halls ont cherché et cherchent le moyen d'exploiter aux dépens des grévistes du spectacle, devant le ministre, par leur propre dévouement.

Je proteste. Je proteste, parce que la conclusion de cet accord, qui a été obtenu par nos efforts, ne peut être que le résultat d'un effort de possible travail, et qu'il pouvait précéder, au moins l'ai-je espéré sincèrement, à une réévaluation de notre art.

Je proteste, parce que mes confrères et moi, en assistant à la signature de ce pacte, nous sommes portés garants de son application. — Je son application loyale et humaine, de son application non pas seulement dans la lettre, mais aussi, et avant tout, dans l'esprit.

Devant cette défection, que le comité syndical approuve, j'ai fait part au comité syndical de la résolution suivante, qu'il a accueillie avec sympathie.

Lundi soir, la première représentation de *Volterra* sera donnée au profit de la caisse de secours de la Fédération du spectacle.

Je voudrais que mon intention fut comprise de tous les auteurs dramatiques, et que les travailleurs dignes de respect, et en ce cas, constants, traités sans injustice, un témoignage évident de ma sympathie.

Et si la grève devait se poursuivre, il va sans dire que le théâtre d'Opéra-Comique, en aucun cas, une situation privilégiée, et que, dès mardi, il refermerait ses portes jusqu'à l'issue du conflit.

HENRY BERNSTEIN.

## LE SYNDICALISME AU THÉÂTRE

M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, choisi comme arbitre dans le conflit des spectacles par les délégués du comité intersyndical et par les directeurs de théâtre, au sujet de l'article premier du cahier des revendications, qui impose aux directeurs l'emploi exclusif d'un personnel et d'artistes syndiqués, a décidé :

1° Que les directeurs de théâtre d'Etat ne peuvent s'engager à n'employer que des syndiqués ;

2° Qu'un directeur de théâtre libre ne peut, en aucun cas, être contraint de n'employer que des syndiqués ;

3° Qu'un directeur de théâtre libre peut, s'il le décide ou l'accepte librement, n'employer que des syndiqués, mais à la triple condition que la convention soit temporaire ; 2° qu'il

Supprimez le Blanchissage

en adoptant le

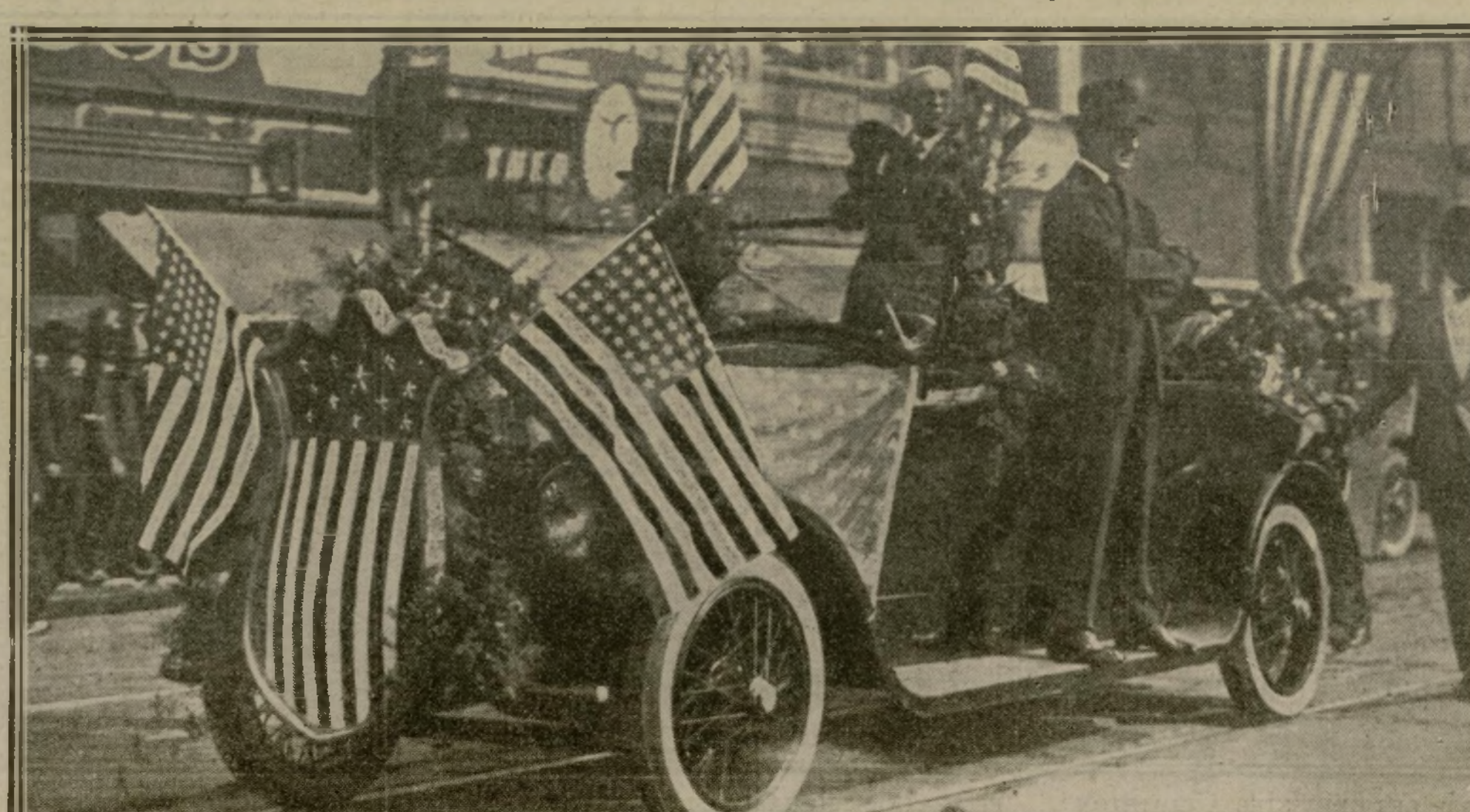
LINGE AMÉRICAIN HYATT

— Cols, Manchettes, Plastrons —

— le moins coûteux : se nettoie instantanément. — le plus pratique : toujours propre.

Le Linge Américain Hyatt se vend partout. En faisant votre achat, spécifiez bien : "Linge Hyatt", de la plus ancienne Maison Française.

## LA TOURNÉE DE PROPAGANDE DE M. WILSON EN FAVEUR DU TRAITÉ DE VERSAILLES



DERNIÈRE PHOTOGRAPHIE DU PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS. PRISE A SAN-FRANCISCO. AVANT SA MALADIE

On sait que le président Wilson est tombé malade au cours d'une tournée de conférences qu'il avait entreprise à travers les Etats-Unis, afin de défendre le traité de paix de l'Entente avec l'Allemagne. Cette photographie, prise le 22 septembre dernier, le montre haranguant les habitants de San-Francisco, du haut de son automobile, ornée d'écussons et de drapeaux, dans une rue de la ville : Market Street.

## Ayuntamiento de Madrid

CONGO SAVON DU CONGO  
BLANCHEUR...TEINT  
VICTOR VAISSIER



# MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ

par ABEL HERMANT

5 HEURES DU MATIN

## DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

### CE QUE DIT M. JOSE THERY

#### EN ALLEMAGNE

### LA RENTRÉE DES DÉMOCRATES DANS LE GOUVERNEMENT EST UN FAIT ACCOMPLI

Le cabinet de Berlin a adressé hier aux troupes allemandes de la Baltique un appel très pressant.

BERLIN, 4 octobre. — Le chancelier d'empire a nommé M. Koch ministre de l'Intérieur ; M. Schiffer, vice-chancelier, et M. David, ministre sans portefeuille.

Le nouveau ministre pour la Reconstruction sera nommé dans quelques jours.

**Le remplaçant de von der Goltz**  
BERLIN, 4 octobre. — On mande de Berlin que le général Eberhard a été désigné comme successeur du général von der Goltz.

Les nouvelles politiques et parlementaires annoncent que le gouvernement d'Empire adressera aujourd'hui un appel aux troupes des régions baltiques.

#### Les séances de la Chambre

Le régime provisoire de l'Alsace-Lorraine est voté, ainsi que la motion Violette sur le traité de paix.

Dans une séance exceptionnelle tenue hier matin, la Chambre avait voté l'ensemble du projet relatif au régime provisoire de l'Alsace-Lorraine.

La troisième motion au traité de paix, celle de M. Violette, visant l'interprétation de son article 121 et tendant à exclure la N'Goko-Sangha du nombre des compagnies concessionnaires fondées en réhabilitation des belligères, fut adoptée.

#### Le théâtre envahi

C'est, dès lors, une ruée indescriptible. Les manifestants, au nombre de quelques centaines, envahissent d'abord l'orchestre, puis grimpent aux loges supérieures, et remplissent les couloirs ainsi que tous les espaces libres.

Les spectateurs, ne comprenant rien à cette invasion, se lèvent en tumulte ; la confusion augmente.

Les auteurs s'arrêtent, interdits, inquiétés par leurs camarades en grève. On les traite de « jaunes » et de « renégats » ; puis, une cinquantaine de manifestants, plus audacieux, prennent le siège d'assaut. Cependement, M. Carpentier se fraya un passage et monta, lui aussi, sur le plateau. Là, il essaya, comme il l'avait projeté, de haranguer le public. Mais les spectateurs, pour la plupart très peu satisfaits de cet intermède improvisé, lui coupèrent la parole par des clameurs.

#### La police intervient

Enfin, parmi la bousculade, une décision est prise. On balaise le rideau de fer. Les manifestants parviennent sur la scène sans encombre, mais ils sont empêchés de descendre dans la salle, tandis que les agents accourent les fustiger, sans succès.

#### Après la tempête

Les derniers envahisseurs évacués, on annonce que la représentation va reprendre. Le public applaudit.

#### Le conseil municipal demande la suppression des cours normaux

On va constituer des stocks de charbon

M. Evain, président du conseil municipal, M. Andraud, préfet de la Seine ; M. Le Corbeiller, président, et M. Fiancette, membre de la deuxième commission, ont été reçus hier matin, par M. Noulens, ministre de l'Agriculture. Ils lui ont exposé les critiques auxquelles leur projet a donné lieu.

#### LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE DE "LA BELLE MÉLÈNE"

Une répétition générale à Paris, par ces temps de grève à outrance, est un événement rare. La Gaité-Lyrique, qui rouvrait hier, sous l'heureuse direction Gabriel Trarieux-Bravard, ne vit jamais chambrière pareille, en élégance et en bonne humeur. Offenbach, exilé par la guerre, faisait sa rentrée à Paris. Elle a été célébrée. Jamais la Belle Hélène ne parut plus joyeuse, plus savoureusement bouffonne.

#### Les prix normaux

La commission des prix normaux s'est réunie hier, à 15 heures, sous la présidence du préfet de police. Elle a maintenu les prix des liquides et des articles d'épicerie, sauf en ce qui concerne le chocolat qui subit, en raison de l'élévation des prix des matières premières employées pour sa fabrication, une hausse de 0 fr. 20 au détail par kilogramme.

#### Le championnat du monde de lutte

Champion, 4 octobre. — La rencontre entre Cherpillod et Maurer, pour le titre de champion du monde de lutte, a été gagnée par Cherpillod.

#### UNE SOIRÉE MOUVEMENTÉE

### LE THÉÂTRE DE PARIS FUT ENVAHI HIER PAR LES GRÉVISTES

La représentation de l'Epervier, interrompue par les manifestants, put se terminer après une demi-heure d'intermèdes imprévus.

Le meeting de la soirée n'eut rien de particulier. L'assemblée donna mandat aux délégués de se rendre chez M. Collard, ministre du Travail, et M. Légaré, secrétaire de la Fédération du spectacle, se borna à quelques courtes déclarations. Mais, à la sortie, un mot d'ordre courut dans la salle : on allait se rendre, par petits paquets et par des voies détournées, au Théâtre de Paris, dirigé par M. Volterra. Là, on essaierait de troubler la représentation et d'appliquer aux spectateurs ce que l'on appelait « l'intermède ».

Des agents, qui venaient passer des groupes répétant tranquillement la rue Jeanne d'Arc, s'élancèrent bien un peu de leur nombre, mais d'intervinrent pas.

Arrivés devant le Théâtre de Paris, les manifestants s'arrêtèrent et attendirent. Les groupes affluèrent, de plus en plus nombreux. Enfin, M. Carpentier, délégué, arriva dans un fiacre. Il avait quelques-uns des derniers de la rue Grange-aux-Belles.

Aussitôt, il s'avança vers l'entrée, jusqu'à l'une des portes, jeta un coup d'œil sur l'intérieur du hall, où se promenaient quelques contrôleurs, puis, d'un geste, montra la porte à franchir et cria : « En avant ! »

#### Le théâtre envahi

C'est, dès lors, une ruée indescriptible. Les manifestants, au nombre de quelques centaines, envahissent d'abord l'orchestre, puis grimpent aux loges supérieures, et remplissent les couloirs ainsi que tous les espaces libres.

Les spectateurs, ne comprenant rien à cette invasion, se lèvent en tumulte ; la confusion augmente.

Les auteurs s'arrêtent, interdits, inquiétés par leurs camarades en grève. On les traite de « jaunes » et de « renégats » ; puis, une cinquantaine de manifestants, plus audacieux, prennent le siège d'assaut. Cependement, M. Carpentier se fraya un passage et monta, lui aussi, sur le plateau. Là, il essaya, comme il l'avait projeté, de haranguer le public. Mais les spectateurs, pour la plupart très peu satisfaits de cet intermède improvisé, lui coupèrent la parole par des clameurs.

#### La police intervient

Enfin, parmi la bousculade, une décision est prise. On balaise le rideau de fer. Les manifestants parviennent sur la scène sans encombre, mais ils sont empêchés de descendre dans la salle, tandis que les agents accourent les fustiger, sans succès.

#### Après la tempête

Les derniers envahisseurs évacués, on annonce que la représentation va reprendre. Le public applaudit.

#### Le conseil municipal demande la suppression des cours normaux

On va constituer des stocks de charbon

M. Evain, président du conseil municipal, M. Andraud, préfet de la Seine ; M. Le Corbeiller, président, et M. Fiancette, membre de la deuxième commission, ont été reçus hier matin, par M. Noulens, ministre de l'Agriculture. Ils lui ont exposé les critiques auxquelles leur projet a donné lieu.

#### LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE DE "LA BELLE MÉLÈNE"

Une répétition générale à Paris, par ces temps de grève à outrance, est un événement rare. La Gaité-Lyrique, qui rouvrait hier, sous l'heureuse direction Gabriel Trarieux-Bravard, ne vit jamais chambrière pareille, en élégance et en bonne humeur. Offenbach, exilé par la guerre, faisait sa rentrée à Paris. Elle a été célébrée. Jamais la Belle Hélène ne parut plus joyeuse, plus savoureusement bouffonne.

#### Les prix normaux

La commission des prix normaux s'est réunie hier, à 15 heures, sous la présidence du préfet de police. Elle a maintenu les prix des liquides et des articles d'épicerie, sauf en ce qui concerne le chocolat qui subit, en raison de l'élévation des prix des matières premières employées pour sa fabrication, une hausse de 0 fr. 20 au détail par kilogramme.

#### Le championnat du monde de lutte

Champion, 4 octobre. — La rencontre entre Cherpillod et Maurer, pour le titre de champion du monde de lutte, a été gagnée par Cherpillod.

#### SUR LE FRONT RUSSE

### L'ARMÉE DES SOVIETS CONTINUE L'OFFENSIVE CONTRE LES POLONAIS

Cependant, l'armée du Nord-Ouest réalise une avance considérable vers Pskov, dont la chute est proche.

VARSOVIE, 4 octobre. — Communiqué polonais : Front de Lithuanie, Ruthénie Blanche : l'ennemi, mélangé en action de nouvelles et importantes forces, continue ses énergiques efforts pour attaquer le secteur est du front de Lithuanie et de Ruthénie Blanche. De fortes attaques continuent notamment près de Bobrujsk, où nos vaillants régiments posant ont repoussé toutes les attaques des bolcheviks, supérieurs en nombre, intelligents à l'ennemi des pertes sérieuses.

Près de Boryssow, l'ennemi, exécuté par ses infatigables attaques, a subi, pendant les jours, une entrecroisement de plusieurs opérations importantes.

#### Les opérations de Youdenitch

BRÉSKOV, 4 octobre. — On annonce que l'armée du Nord-Ouest a effectué une avance considérable. Les troupes du général Youdenitch ne sont plus qu'à dix verstes de Pskov, dont la chute est imminente.

#### LES CHEMINOTS ANGLAIS

**GRAVE DÉCLARATION DU COMITÉ DE CONCILIATION**  
LONDRES, 4 octobre. — Le comité de conciliation public une déclaration se terminant ainsi : « Nous sommes contraints de donner un avertissement au gouvernement et d'informer la nation entière que, à moins qu'une attitude plus raisonnable soit adoptée avant que la conférence se réunisse, il sera impossible de conjurer le danger d'extension de la grève sur une grande échelle et ses graves conséquences. »

#### En Italie

LA QUESTION DE LA RATIFICATION DES TRAITÉS  
ROME, 4 octobre. — Le Popolo Romano affirme que le Conseil des ministres, dans sa réunion d'aujourd'hui, décidera de proposer au roi la ratification des traités de paix par décret royal.

#### A la direction de l'administration pénitentiaire

Par décret en date du 4 octobre 1919, M. Amant-Elysee Becq, directeur de l'administration pénitentiaire, dont la démission est acceptée, est nommé commandeur de la Légion d'honneur et directeur honoraire.

#### LE PROCÈS DE "LA GAZETTE DES ARDENNES"

Tous les témoins entendus au cours de l'audience d'hier ont fourni d'intéressants renseignements sur l'organisation de la Gazette des Ardennes, publiée à Charleville.

#### LA GRÈVE DES LADS ÉTAIT FINIE, MAIS...

Un incident a tout remis en cause. Pourtant on croit qu'il y aura courses aujourd'hui à Longchamp.

#### LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE DE "LA BELLE MÉLÈNE"

Une répétition générale à Paris, par ces temps de grève à outrance, est un événement rare. La Gaité-Lyrique, qui rouvrait hier, sous l'heureuse direction Gabriel Trarieux-Bravard, ne vit jamais chambrière pareille, en élégance et en bonne humeur. Offenbach, exilé par la guerre, faisait sa rentrée à Paris. Elle a été célébrée. Jamais la Belle Hélène ne parut plus joyeuse, plus savoureusement bouffonne.

#### Les prix normaux

La commission des prix normaux s'est réunie hier, à 15 heures, sous la présidence du préfet de police. Elle a maintenu les prix des liquides et des articles d'épicerie, sauf en ce qui concerne le chocolat qui subit, en raison de l'élévation des prix des matières premières employées pour sa fabrication, une hausse de 0 fr. 20 au détail par kilogramme.

#### Le championnat du monde de lutte

Champion, 4 octobre. — La rencontre entre Cherpillod et Maurer, pour le titre de champion du monde de lutte, a été gagnée par Cherpillod.

— Descends par là, dit le grand Charles à Isidore Lequeux, d'une voix caressante. Il y a quarante-quatre marches et demie.

— Et demie ? murmura Lequeux, plus ému par cette bizarrerie inconcevable que par le mystère et la nuit qui l'environnaient.

— Je dis quarante-quatre et demie, répondit le grand Charles d'un ton sentencieux, parce que la quarante-cinquième est écornée, autant dire à sa partie milieu, et c'est une façon polie de le faire entendre que tu bouterais, si tu n'étais pas prévenu.

— Merci, dit Lequeux, pour n'être pas en reste de politesse.

— Compte, dit Charles.

Isidore compta docilement : « Un, deux, trois, quatre... » Ses yeux commençaient à s'accoutumer à l'obscurité, et tout autour de l'escalier à claire-voie des choses compliquées, une forêt de poutres, des cordes, des contrepoids, des monte-charges, un bureau Régence en cartonage.

— Qu'est-ce que c'est que toutes ces ficelles ? dit-il, pour soutenir la conversation.

— C'est une tournée que tu me dois, répartit le grand Charles, ou, à ton choix, vingt sous d'amende.

— Pourquoi ? fit Isidore Lequeux, étonné.

— Parce que, répondit le grand Charles, on ne dit ni corde ni ficelle, mais fil ou guinde. C'est une règle comme ça. Ficelle et corde, c'est le fatal. Tu feras pas mal d'apprendre le métier.

— On apprend tous les jours, répondit Isidore Lequeux avec modestie.

— Bon ! fit le grand Charles. Nous voilà rendus.

— Et où sommes-nous, à cette heure ?

— Dans les dessous, comme tu présumes, puisque nous n'avons pas cessé de descendre. C'est ici le deuxième ; il est inutile de plonger plus profond. Maintenant, nous allons traverser du côté cour au côté jardin, et, ensuite, nous remonterons à la lumière. Je te conseille de regarder à tes pieds, si tu ne veux pas dégringoler dans un trou, et de regarder à ta tête, si tu ne veux pas défoncer ton galurin.

— Pardon, camarade, dit Isidore, qui avait du jugement, il s'agissait donc simplement de passer du côté droit de la scène au côté gauche ?

— Pas moins, pas plus, dit le grand Charles.

— Étais-ce bien la peine de descendre deux étages, pour n'avoir que l'agrément de les remonter ? A quoi bon traverser par en dessous au lieu de traverser de niveau ? Je ne me cache pas, tout le monde a pu me voir quand je suis entré ici par la porte de la rue, et tout le monde pourra me voir quand je sortirai dans ce que tu appelles le jardin. Alors, je reste rêveur ; pourquoi m'as-tu fait accomplir, sans nécessité, ce trajet souterrain et pénible ?

Le grand Charles haussa les épaules.

— Pourquoi ? dit-il. Pourquoi ? Parce que, autrement, ça ne serait pas du théâtre.

— Ce n'est pas pour dire, reprit Isidore, il régnait une odeur qui n'est pas de chez Coly.

— Ça t'indique, répliqua Charles, que nous affleurons le rez-de-chaussée ; mais, à l'étage supérieur, des loges d'artistes, mon colon, tu m'en diras des nouvelles.

Isidore Lequeux fut, en effet, presque suffoqué, lorsque le grand Charles l'introduisit dans la loge de Mlle Regina de Senlis, l'étoile du lieu. Sa vue ne fut pas moins flattée que son odorat. Le luxe de la décoration lui paraissait asiatique ; et, quand il considérait les bergères, les tables volantes, les sofas, il ne pouvait se défendre de dire :

— C'est, au bas mot, du Louis-Philippe ou du Louis XVI.

— C'est du Poincaré 1919, lui répondit le grand Charles, qui bricole un peu de tout, et se connaît en meubles. Mlle de Senlis n'est lancée que depuis six mois.

Isidore admirait surtout la table à maquillage et une grande psyché, où il se pouvait voir des pieds à la tête. Il en était flatté. Non point que son image lui parût fort avantageuse. Il avait fait toilette pour la circonstance ; mais il portait les traces de son expédition dans les dessous. Son chapeau melon et son veston gris de fer étaient tachés de plâtre. Le grand Charles prit sans façon, sur la toilette une brosse d'écaillé blonde à chiffre d'or, et lui la tendit.

— Je te vois qui souffres, dit-il. N'hésite pas à te donner un coup de fin. Ça n'est

d'ailleurs guère utile, et tu seras encore plus fripé tout à l'heure quand tu auras séjourné une vingtaine de minutes dans ta cachette.

Isidore Lequeux tressaillait.

— Cette loge, dis-tu, est truquée ?

— Oui, fit le grand Charles (et sa voix était comme un soufflé).

— Il y a des trappes ? demanda Isidore Lequeux avec angoisse.

— Non, répondit le grand Charles, il n'y a pas de trappes.

— Qu'est-ce qu'il y a, si l'n'y a pas de trappes ? fit Isidore Lequeux d'une voix à peine intelligible.

— Il y a l'armoire à robes, dit le grand Charles. Ça ne te suffit pas ?

— Si... Ça me suffit... Mais que va-t-il arriver au cas que Mlle de Senlis ait besoin d'une robe, et ouvre son armoire pendant que je serai dedans ?

— Boubouroche ! dit le grand Charles avec dédain. Tu me prends pour un faux frère ou pour un enfant. Mlle de Senlis n'ouvrira pas son armoire, parce que ce n'est pas une femme à ouvrir son armoire elle-même. Elle laisse à son habilleuse ses soins vulgaires. L'habilleuse est à nous ; elle est syndiquée. Et l'habilleuse n'ouvrira pas l'armoire à robes, pour la raison qu'elle en a déjà tiré les costumes de Mlle de Senlis. Voilà comme on pense à tout quand on a oublié d'être bête. Tu pourrais donc observer tout à ton aise. Je te prie de remarquer que les portes sont vitrées à petits carreaux, avec des rideaux derrière. Tu n'as pas qu'à écarter légèrement ces rideaux pour remplir en toute conscience ton importante mission. Maintenant, je t'engage à prendre place, vu que l'heure de la représentation, qui n'aura pas lieu, approche, et Mlle de Senlis n'est pas de ces artistes futilles qui se mettent en retard, surtout quand elles ne doivent pas jouer.

En disant ces mots, le grand Charles ouvrit la porte vitrée de la garde-robe, et Isidore Lequeux s'installa le corps mal qu'il put parmi une quantité prodigieuse de chichis.

Charles ferma la porte.

— Étouffé ça porte.

— Qu'importe ? répondit sévèrement le grand Charles. Il faut souffrir « pour la cause ». Croyez-vous donc qu'on soit à l'aise en cette armoire ?

Mais Charles, entendant quelque bruit dans le corridor, s'empressa de décroquer, et Regina de Senlis fit presque aussitôt son entrée, suivie de son habilleuse, qu'elle tutoyait. Elle s'assit devant la table à maquillage, et se mit d'abord à faire sa figure. Chacun de ses gestes était une surprise et une véritable enchantement pour Isidore, qui jamais n'avait assisté à pareil spectacle. Il n'appartenait au monde des théâtres que par raccroc, et par l'effet d'une solidarité toute momentanée. Sa spécialité était la menuiserie. Il n'était ici qu'en mission, chargé de surveiller Mlle Regina de Senlis, dont la foi syndicaliste ne semblait pas à l'abri du soupçon, et de lui dresser procès-verbal si elle jouait ce soir, après avoir juré ses grands dieux qu'elle ne jouerait pas. Hélas ! Isidore Lequeux, qui se flattait d'être incorruptible, connut en un instant toute sa faiblesse. Dès qu'il vit, du fond de l'armoire, la belle Regina manier avec une grâce sans seconde, les crayons et les pattes de lapin, il sentit qu'il lui pardonnerait tous les manquements à la parole donnée, et que, si elle descendait en scène, il jurerait à son tour qu'elle n'y était point descendue.

Quel soulagement pour ce brave homme, après une seconde d'angoisse, quand il entendit la voix de l'avertisseur crier : « Mademoiselle de Senlis, c'est à vous ! » et cette noble fille lui riposter par le plus catégorique, par le plus héroïque des refus ! Il n'y put tenir, il s'élança hors de sa cachette, et déjà il lui tendait les mains pour l'embrasser ; mais il n'y avait plus personne. Après le violent effort qu'elle venait de faire pour avoir jusqu'au bout le courage de son opinion, cette apparition brusque d'un inconnu avait achevé Regina de Senlis : elle était tombée en syncope. Isidore Lequeux profita de la confusion générale pour s'esquiver, appela en vain le grand Charles, perdit son chemin, entra dans une pièce magnifiquement meublée, et s'y trouva nez à nez avec un homme jeune et intelligent qui était le directeur du théâtre.

— Monsieur, lui dit ce potentat, qui tremblait comme la feuille, n'insistez pas, je vous en prie ; j'accepte toutes vos conditions.

Abel HERMANT.

#### Bourse de Paris du 4 octobre 1919

VALEURS	Cours	Clôt. du jour	VALEURS	Cours	Clôt. du jour
PARQUET					
5 1/2 % 1914	90.30	90.45	100 % 1914	100.00	100.00
5 1/2 % 1915	71.25	71.30	100 % 1915	100.00	100.00
5 1/2 % 1916	78.80	78.90	100 % 1916	100.00	100.00
5 1/2 % 1917	81.20	81.30	100 % 1917	100.00	100.00
5 1/2 % 1918	83.60	83.70	100 % 1918	100.00	100.00
5 1/2 % 1919	86.00	86.10	100 % 1919	100.00	100.00
5 1/2 % 1920	88.40	88.50	100 % 1920	100.00	100.00
5 1/2 % 1921	90.80	90.90	100 % 1921	100.00	100.00
5 1/2 % 1922	93.20	93.30	100 % 1922	100.00	100.00
5 1/2 % 1923	95.60	95.70	100 % 1923	100.00	100.00
5 1/2 % 1924	98.00	98.10	100 % 1924	100.00	100.00
5 1/2 % 1925	100.40	100.50	100 % 1925	100.00	100.00
5 1/2 % 1926	102.80	102.90	100 % 1926	100.00	100.00
5 1/2 % 1927	105.20	105.30	100 % 1927	100.00	100.00
5 1/2 % 1928	107.60	107.70	100 % 1928	100.00	100.00
5 1/2 % 1929	110.00	110.10	100 % 1929	100.00	100.00
5 1/2 % 1930	112.40	112.50	100 % 1930	100.00	100.00
5 1/2 % 1931	114.80	114.90	100 % 1931	100.00	100.00
5 1/2 % 1932	117.20	117.30	100 % 1932	100.00	100.00
5 1/2 % 1933	119.60	119.70	100 % 1933	100.00	100.00
5 1/2 % 1934	122.00	122.10	100 % 1934	100.00	100.00
5 1/2 % 1935	124.40	124.50	100 % 1935	100.00	100.00
5 1/2 % 1936	126.80	126.90	100 % 1936	100.00	100.00
5 1/2 % 1937	129.20	129.30	100 % 1937	100.00	100.00
5 1/2 % 1938	131.60	131.70	100 % 1938	100.00	100.00
5 1/2 % 1939	134.00	134.10	100 % 1939	100.00	100.00
5 1/2 % 1940	136.40	136.50	100 % 1940	100.00	











